

Gouvernement du Québec

## **Décret 767-2020, 8 juillet 2020**

Loi sur l'administration financière  
(chapitre A-6.001)

### **Produits d'épargne — Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les produits d'épargne

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> de l'article 73 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) le gouvernement peut, par règlement, définir le système d'inscription en compte au moyen duquel sont effectuées la gestion, l'émission et la vente des produits d'épargne, en déterminer le mode de fonctionnement, les caractéristiques et les règles de propriété et de preuve relatives aux inscriptions qui y sont effectuées, déterminer les conditions d'adhésion et les catégories d'adhérents et d'acheteurs admissibles, déterminer les conditions relatives à la cession, au transfert et au paiement des titres, déterminer des interdictions ou des restrictions à la constitution d'hypothèques mobilières pouvant affecter les titres et déterminer les conditions de constitution de ces hypothèques ainsi que celles relatives à l'exercice des droits et recours y afférents;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur les produits d'épargne (chapitre A-6.001, r. 9);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), le projet de règlement modifiant le Règlement sur les produits d'épargne a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 6 mai 2020, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Règlement modifiant le Règlement sur les produits d'épargne sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les produits d'épargne, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

## **Règlement modifiant le Règlement sur les produits d'épargne**

Loi sur l'administration financière  
(chapitre A-6.001, a. 73, par. 1<sup>o</sup> à 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>)

**1.** L'article 3 du Règlement sur les produits d'épargne (chapitre A-6.001, r. 9) est remplacé par le suivant :

«**3.** Un dossier d'adhérent doit être établi pour chaque adhérent afin d'acquérir un premier produit d'épargne. ».

**2.** L'article 5 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de ce qui précède le paragraphe 1<sup>o</sup> par ce qui suit :

« Un adhérent peut détenir des produits d'épargne dans un ou plusieurs des comptes suivants : »;

2<sup>o</sup> par la suppression, dans le paragraphe 1<sup>o</sup>, de « où sont détenus tous les produits d'épargne acquis par un adhérent, sauf ceux détenus dans un compte visé aux paragraphes 2<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup> ».

**3.** L'article 8 de ce règlement, modifié par l'article 219 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (2020, chapitre 5), est de nouveau modifié :

1<sup>o</sup> par la suppression de « un formulaire ou »;

2<sup>o</sup> par le remplacement de « , par une personne autorisée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) ou, le cas échéant, par le gouvernement » par « ou par une personne autorisée en vertu de l'article 75 de la Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) »;

3<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin, des alinéas suivants :

« Toutefois et malgré toute autre disposition inconciliable, la production par l'adhérent ou la personne autorisée à agir en son nom d'un formulaire prescrit n'est pas requise lorsque les informations demandées dans le formulaire ont été autrement transmises à Épargne Placements Québec par cet adhérent ou la personne autorisée à agir en son nom.

Le deuxième alinéa n'a toutefois pas pour effet de dispenser la personne physique agissant par procuration de l'application, le cas échéant, des règles prévues aux articles 35 et 36. ».

**4.** L'article 9 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 4<sup>o</sup> et après «personne physique», de «domiciliée au Québec».

**5.** L'article 20 de ce règlement est modifié par le remplacement de «au formulaire» par «en vertu de l'article 19».

**6.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 22, de la sous-sous-section suivante :

*«§§V. Agent vendeur*

**«22.1.** Malgré toute disposition inconciliable, un agent vendeur ayant conclu avec Épargne Placements Québec une convention pour la vente de tout produit d'épargne visé à l'article 1 est réputé autorisé à agir au nom de ses clients aux fins de leur adhésion au système d'inscription en compte.»

**7.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 25, du suivant :

**«25.1.** Un agent vendeur ayant conclu avec Épargne Placements Québec une convention pour la vente de tout produit d'épargne visé à l'article 1 est, pour les fins prévues à l'article 24, réputé autorisé à agir au nom de ses clients ayant adhéré au système d'inscription en compte.

À l'égard de ses clients, l'agent vendeur demeure le seul à pouvoir effectuer une transaction d'achat ou de vente, ou un transfert de propriété d'un titre affectant leur portefeuille de titres.

Le présent article s'applique malgré toute disposition inconciliable.»

**8.** L'article 30 de ce règlement est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, de «le formulaire prévu à l'annexe I» par «le formulaire prescrit».

**9.** L'article 31 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de «la transmission d'un spécimen de chèque» par «la transmission du détail de ces coordonnées à Épargne Placements Québec».

**10.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 31, du suivant :

**«31.1.** L'adhérent qui n'est plus domicilié au Québec ne peut plus, de quelque manière que ce soit, effectuer une transaction d'achat.»

**11.** L'article 32 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de «aux articles 53 et 54» par «à l'article 32.1».

**12.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 32, du suivant :

**«32.1.** Sous réserve de l'annulation de l'adhésion en application de l'article 23, lorsque Épargne Placements Québec n'a pas reçu d'instructions de l'adhérent domicilié au Québec ou de la personne autorisée à agir au nom de celui-ci relativement au traitement à l'échéance de titres, la valeur à l'échéance de ces titres est automatiquement réinvestie à la date d'échéance en unités Épargne Flexi-Plus.

Toutefois, la valeur à l'échéance des Obligations d'épargne du Québec est automatiquement réinvestie en Obligations d'épargne du Québec émises à la date d'échéance ou, si de telles obligations ne sont pas disponibles, en unités Épargne Flexi-Plus.»

**13.** L'article 33 de ce règlement, modifié par l'article 220 de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (2020, chapitre 5), est remplacé par le suivant :

**«33.** Épargne Placements Québec transmet annuellement à l'adhérent ou à la personne autorisée à agir en son nom un relevé, appelé «État de portefeuille», indiquant l'état du portefeuille de titres de l'adhérent au 31 décembre de l'année précédente. Un État de portefeuille lui est aussi transmis après chaque trimestre au cours duquel une transaction a été effectuée. Un autre relevé, appelé «Confirmation de transaction», est également transmis aux fins de confirmer certaines opérations effectuées au portefeuille de titres de l'adhérent et enregistrées dans le système d'inscription en compte.

L'adhérent ou la personne autorisée à agir en son nom peut aussi obtenir à distance les informations apparaissant au portefeuille de titres de l'adhérent ainsi que l'État de portefeuille de ses titres produit trimestriellement par Épargne Placements Québec.

L'agent vendeur visé à l'article 25.1 est, à l'égard de ses clients, autorisé à obtenir à distance les informations apparaissant dans leur portefeuille de titres ainsi que l'État de portefeuille des titres les concernant produit trimestriellement par Épargne Placements Québec.»

**14.** L'article 37 de ce règlement est modifié par l'insertion, dans le premier alinéa et après «système d'inscription en compte», de «dans les cas et aux conditions prévus au présent règlement».

**15.** L'article 38 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par le remplacement de «41» par «40.1»;

2<sup>o</sup> par l'insertion, à la fin, de «ou d'un actionnaire d'une telle personne morale à l'égard de qui les autres actionnaires et les administrateurs ont consenti expressément au transfert».

**16.** L'article 39 de ce règlement est modifié par le remplacement de «formulaire prévu à l'annexe I» par «formulaire prescrit».**17.** Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 40, du suivant :

«**40.1.** En cas de divorce, d'annulation du mariage, de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou de séparation des conjoints formant une union de fait, le transfert n'est effectué au bénéfice de l'ex-conjoint d'un adhérent que lorsque le document ou l'acte attestant la fin ou l'annulation du mariage, de l'union civile ou de l'union de fait et le droit de propriété sur le titre ont été transmis à Épargne Placements Québec.».

**18.** L'article 45 de ce règlement est modifié :

1<sup>o</sup> par l'insertion, dans le premier alinéa et après «virement de fonds», de «au compte désigné de l'adhérent»;

2<sup>o</sup> par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

«Pour leur part, les paiements faits au gouvernement pour l'achat d'un titre peuvent s'effectuer par chèque, par virements de fonds émanant d'une institution financière reconnue ou par tout autre mode de paiement accepté par Épargne Placements Québec.».

**19.** L'article 49 de ce règlement est abrogé.**20.** La section V du chapitre I de ce règlement, comprenant les articles 51 à 54, est abrogée.**21.** L'article 61 de ce règlement est modifié par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, de «formulaire prévu à l'annexe II» par «formulaire prescrit».**22.** Les annexes I et II de ce règlement sont abrogées.**23.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

72951

Gouvernement du Québec

**Décret 768-2020, 8 juillet 2020**

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1)

**Activités de chasse  
—Modification**

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 55 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1), le gouvernement peut, par règlement, déterminer les conditions suivant lesquelles une personne déterminée par règlement peut utiliser le permis délivré à une autre personne;

ATTENDU QUE, le gouvernement a édicté le Règlement sur les activités de chasse (chapitre C-61.1, r. 1);

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1), un projet de règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 25 mars 2020 avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs :

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
YVES OUELLET

**Règlement modifiant le Règlement sur les activités de chasse**

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (chapitre C-61.1, a. 55)

**1.** L'article 7.2.0.1 du Règlement sur les activités de chasse (chapitre C-61.1, r. 1) est remplacé par le suivant :

«**7.2.0.1.** Une personne peut utiliser le permis «Cerf de Virginie, femelle ou mâle, dont les bois mesurent moins de 7 cm pour toutes les zones sauf pour la zone 20» de celui qui est également titulaire d'un permis régulier de cerf de Virginie valide si, selon le cas, elle est :